

COURS 3

LA « REVOLUTION KEYNESIENNE » PUIS CONVERGENCES ET DIVERGENCES DE L'ECONOMIE CONTEMPORAINE

I/ « LA REVOLUTION KEYNESIENNE » : LA REMISE EN CAUSE RADICALE DE L'ANALYSE CLASSIQUE PAR LA VOLONTE D'INSTAURER UN CAPITALISME REGULE.

« La révolution keynésienne » : la rupture avec une « économie de l'offre » autorégulée par des marchés flexibles. La naissance d'une « économie de la demande » régulée par des politiques macroéconomiques (d'après J. Généreux, *Jacques Généreux explique l'économie à tout le monde*, Seuil, 2014, chap. 7,8,9,)

1/ LA REVISION DES POSTULATS NEOCLASSIQUES ENTRAINE LA FIN DE LA « LOI DES DEBOUCHES »

a/ La crise des années 1930 permet à Keynes de faire valoir sa pensée

. Après la crise de 1929, la longue dépression des années 1930 et l'impossible retour à la croissance par les mécanismes autorégulateurs du marché entraînent le discrédit des thèses d'inspiration néoclassiques qui s'imposaient auprès des universités et des hommes politiques depuis les années 1870. Pour les économistes d'inspiration néoclassique, la crise persistante est attribuée à la diminution du caractère concurrentiel des marchés, notamment celui du travail. Ils préconisent donc des politiques de laisser-faire ou de baisse de salaires qui permettraient aux entreprises de rétablir leur compétitivité et donc de renouer avec la croissance (et donc l'embauche). Mais face à la détresse sociale et l'explosion de misère, le gouvernement américain doit se tourner vers d'autres solutions en raison de la menace d'une crise politique d'ampleur.

. Keynes, partisan du libéralisme politique et du capitalisme propose un nouveau paradigme. Sa nouvelle théorie fait rapidement consensus et rend obsolète jusque dans les années 1980 la théorie néoclassique qui avait dominé de 1870 aux années 1930. Keynes révolutionne ainsi la pensée économique classique en essayant de trouver des solutions pour lutter contre le sous-emploi durable de la crise de 1929.

b/ Keynes affirme une économie monétaire de production (Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie, 1936) : la neutralité de la monnaie est abandonnée

. L'idée d'une économie monétaire de production s'oppose à la conception traditionnelle d'une économie où la monnaie a pour seul rôle de faciliter les transactions, où elle n'est qu'un « voile » derrière lequel l'économie fonctionne. Pour Keynes, la monnaie n'est pas neutre. **Elle est une réserve de valeur**, parce qu'elle parfaitement liquide (utilisable à tout moment pour effectuer n'importe quelle transaction). Pour Keynes, **les individus sont plongés dans une « incertitude radicale »**. Personne ne peut calculer une probabilité de vente ou de perte d'emploi. Dans un contexte d'incertitude, chacun doit forger des **anticipations**. Toute l'économie dépend donc de l'optimisme ou du pessimisme des prévisions des ménages et des entreprises. Les individus suivent des **« conventions », cad des routines, des habitudes qui ont fait leurs preuves**. Or, parmi ces quasi-réflexes qui visent à réduire l'incertitude, il est un comportement économique essentiel des ménages : **l'épargne, cad la monnaie comme valeur refuge**. **Les agents ont donc une « préférence pour la liquidité » dont l'intensité est proportionnelle aux inquiétudes des ménages** : plus les ménages redoutent de mauvais résultats pour les entreprises, plus ils se méfient des placements financiers et plus ils thésaurisent en attendant un climat plus optimiste. La crainte du chômage renforce cette tendance à l'épargne liquide de précaution. L'épargne peut donc être thésaurisée et constituer **une fuite dans le circuit économique**. Deux autres raisons expliquent la thésaurisation : la transaction et la spéculation. Toute l'épargne ne servant plus à financer les investissements, la loi des débouchés, pierre angulaire de l'économie de l'offre, ne tient plus¹ : les produits ne s'échangent pas contre des produits mais contre de la monnaie qui peut être en partie thésaurisée et non pas réinjectée dans le circuit économique. C'est fondamental pour expliquer un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande.

¹ Rappel : la « loi des débouchés » est le fondement de l'économie de l'offre, la demande ne joue aucun rôle moteur. Elle n'est que la conséquence des revenus distribués grâce à l'offre des produits. La prospérité nationale dépend uniquement de la quantité et de la qualité des facteurs de production disponibles. Conditions : monnaie neutre ; agents parfaitement rationnels ; épargne synonyme d'investissements productifs. La meilleure politique économique est de réduire au strict minimum les contraintes réglementaires et les charges fiscales qui pourraient freiner l'offre de travail, de produits et de capitaux

. De cette analyse découle une nouvelle perception du **taux d'intérêt**. Pour les « classiques », terme qui englobe tous ceux qui acceptent la loi de JB Say (sauf Sismondi et Malthus), le taux d'intérêt est la récompense de l'épargne. **Pour Keynes il est le prix de la monnaie**, c'est-à-dire le prix qu'exigent les thésauriseurs pour se dessaisir de leurs encaisses liquides (en somme, si les taux d'intérêts sont élevés, l'agent accepte d'investir son argent ; s'ils sont bas, il thésaurise). Comme la majorité des classiques, Keynes fait découler l'investissement de la comparaison entre la productivité marginale du capital (ce que rapporte une unité monétaire supplémentaire investie) et le taux d'intérêt. Mais chez Keynes, la productivité marginale du capital dépend des débouchés futurs, soit de la demande effective

B/ LA QUESTION DE LA DEMANDE EST AU CŒUR DE L'ECONOMIE ET LE RAISONNEMENT A COURT TERME EST PLUS EFFICACE

. Pour Keynes, **c'est la demande globale qui crée l'offre globale et non l'inverse**. Les entreprises suivent un processus inverse à celui supposé par les tenants d'une économie de l'offre. Les entreprises, selon Keynes, ne commencent pas à produire tout ce qu'elles peuvent en employant tous les facteurs de production dont elles disposent. Elles estiment quels produits et quelles quantités elles ont des chances raisonnables de vendre.

· La production n'est donc pas fixée en fonction de l'offre disponible de main d'œuvre et de capital mais en fonction de **la demande anticipée** par les producteurs. **Les employeurs ajustent le volume de l'emploi au volume de leur carnet de commandes**. Une fois la production réalisée et mise sur le marché, le producteur découvre s'il y a ou non une **demande effective** et s'adapte en fonction. A court et moyen termes, en cas de déséquilibre entre offre et demande, tout le monde ajuste les quantités produites ou achetées à des prix inchangés. Si la demande se montre insuffisante, les producteurs réduisent la production et les achats de matières premières au lieu de baisser leurs prix. Ils ne baissent pas les salaires mais réduisent les horaires de travail ou le nombre de salariés. **A court terme, les prix et les salaires sont rigides. L'ajustement se fait par les quantités produites et par le volume de l'emploi**. Si la demande reste insuffisante pour éviter un chômage massif, l'économie reste piégée dans un équilibre de sous-emploi dont elle ne sortira pas sans une politique active de relance de la demande. Si au contraire la demande est trop forte, le plein-emploi et la rivalité des employeurs pour attirer les salariés font monter les salaires.

· L'excès de demande par rapport aux capacités de production entraîne une hausse générale des prix : on parle de **surchauffe économique inflationniste**. Pour Keynes, elle exige une politique de freinage de la demande. **La politique keynésienne a pour objectif d'assurer le plein-emploi sans surchauffe inflationniste**, cad une politique qui stabilise la demande globale à la hausse ou à la baisse autour d'un niveau correspondant à l'état des capacités de production (ce que les économistes appellent le PIB potentiel).

· Comment concilier le point de vue keynésien avec l'idée de la création de la demande par les entrepreneurs (cad l'offre) lorsqu'ils lancent de nouveaux produits ?

- **Au niveau macroéconomique et à court terme, c'est la demande globale qui crée l'offre globale. Mais au niveau microéconomique et à long terme, les stratégies d'offre des entreprises visent à transformer voire à créer la demande** par la publicité, l'invention de nouveaux produits, la différenciation réelle ou artificielle de leurs produits etc. Comme l'a montré Joseph Schumpeter, pour maintenir leurs profits et conquérir des parts de marché, les entrepreneurs capitalistes sont condamnés à créer des besoins nouveaux, à programmer eux-mêmes l'obsolescence de leurs produits pour inciter les consommateurs à renouveler leurs équipements...mais une telle logique dans une planète finie soulève aujourd'hui d'importants débats (voir le cours sur l'économie du développement durable).

- Pour Keynes, il ne s'agit pas d'aboutir à une théorie de la croissance ou de mettre en place une politique du développement/de la décroissance. Keynes cherche à comprendre comment éviter les crises récurrentes (politiques contra-cycliques) ou comment sortir un pays en récession. **Keynes veut aboutir à une logique de régulation conjoncturelle pour éviter une atonie économique source de chômage de masse ou une surchauffe inflationniste. C'est l'Etat qui doit mener une régulation conjoncturelle afin d'éviter l'atonie économique, source de chômage ou éviter la surchauffe inflationniste.**

*Ce tableau récapitulatif a pour objectif de mieux souligner les différences entre classiques/néoclassiques et keynésiens. **Attention, n'oubliez jamais que Keynes est un libéral qui a pour but de modifier le libéralisme économique mais non de le faire disparaître (certains le qualifient de « socio-démocrate »).***

Source : Jean-Marc Daniel, *Histoire vivante de la pensée économique*, 2010, p. 273-275.

Point de vue classique/néoclassique	Point de vue keynésien
Le marché des biens et des services est organisé par la concurrence - L'équilibre économique est possible et détermine le niveau de production et le niveau des prix. - Toute modification des conditions de production se traduit par une évolution du système de prix : une hausse de la demande pousse les entrepreneurs à augmenter leurs prix ; une hausse de la productivité les pousse à baisser leurs prix.	Le marché des biens et des services est organisé par la concurrence mais cette concurrence a pour conséquence de rigidifier les prix. - Keynes et ses successeurs poussent la logique de la concurrence et de la théorie des rendements décroissants jusqu'au bout afin de reformuler les conclusions. Chez les classiques/néoclassiques, la concurrence bloque les prix de l'offre à leur niveau le plus bas qui se traduit par un profit nul. Pour les keynésiens, une entreprise ne peut donc ni augmenter ses prix (perte des parts de marché), ni les baisser (profit négatif et donc menace sur son équilibre financier). Donc, toute modification de court terme de l'économie qui n'est pas due à une amélioration de la productivité se répercute sur les quantités produites et non sur les prix. D'où l'affirmation que la concurrence conduit à rigidifier les prix.
Le marché du travail fonctionne comme n'importe quel autre marché, cad en fonction de l'offre et de la demande Un surcroît d'offre sur le marché du travail (hausse des demandeurs d'emploi) traduit un taux de salaire trop élevé. Plus vite les salariés acceptent la baisse de leur rémunération, plus le chômage se résorbe.	Le marché du travail, comme les autres marchés, s'ajuste par les quantités. Les entreprises ne jouent pas sur les salaires mais sur les effectifs. Cela entraîne des équilibres de sous-emploi. La baisse des salaires ne permet pas de résoudre les problèmes de chômage.
La monnaie est neutre - La monnaie est un simple instrument qui facilite l'échange. Les agents économiques ne désirent pas garder la monnaie ; elle circule au fur et à mesure que la production de biens augmente. - La thésaurisation de la monnaie est stable dans le temps. Avec la fin du système monétaire fondé sur l'or, la thésaurisation devient négligeable (fin de l'attachement quasi irrationnel des agents pour l'or).	La monnaie n'est pas neutre (« voile monétaire déchiré ») - La thésaurisation n'est pas un phénomène marginal car les agents ont une « préférence pour la liquidité », cad de détenir de la monnaie pour elle-même. - La thésaurisation est importante quand les taux d'intérêt sont très bas, cad lorsque les agents comprennent qu'il n'y a pas d'avantage à placer son argent sur les marchés. Ils gardent leur argent en espérant voir les taux d'intérêt remonter, ce qui a pour conséquence de réduire la quantité de monnaie en circulation. - Cette préférence pour la liquidité s'explique pour trois raisons : la transaction, la précaution et la spéculation.
L'investissement se détermine sur un marché qui permet la confrontation entre l'épargne et le besoin d'investissement. - Il y a égalité entre investissement et épargne. Cette égalité est en réalité une égalité de marché, cad que lorsque l'équilibre est trouvé entre l'offre et la demande. Cet équilibre trouvé correspond au prix du temps, cad le taux d'intérêt (=récompense de l'épargne), paramètre fondamental pour la décision d'investir.	L'investissement traduit uniquement les anticipations des entreprises sur leurs débouchés. Il ne dépend pas des conditions de son financement (cad du taux d'intérêt). - Il y a toujours égalité entre épargne et investissement mais uniquement en raison des relations entre le banquier et l'investisseur. On investit uniquement parce qu'on a la conviction de vendre les biens produits grâce à l'investissement et non parce qu'on peut mobiliser un niveau d'épargne. - Le déterminant de l'investissement est ce que Keynes appelle l'efficacité marginale du capital, cad ce qu'un investissement supplémentaire est capable d'apporter. Le taux d'intérêt est donc le prix de la monnaie.

Depuis la théorie keynésienne, la pensée économique est structurée depuis les années 1950 autour de deux grands courants : les classiques et les keynésiens. L'accent est mis soit une convergence, cad une réconciliation possible autour de « synthèses », soit au contraire, sur une opposition irréductible entre nouveaux classiques et nouveaux keynésiens. Une question de fonds dessine les clivages : l'efficacité ou non de l'intervention de l'Etat dans un monde régi par les lois du marché pensées comme étant les plus à mêmes d'apporter la prospérité aux individus.

II/ APRES KEYNES, CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES PARADIGMES

A/ LA PLACE DU KEYNESIANISME APRES KEYNES

1/Des années 1945 aux années 1980 : une première synthèse entre l'approche keynésienne et l'approche néoclassique est menée. On parle de « post-keynésiens »

● Le keynésianisme constitue la théorie dominante en raison de ses prolongements dans différents modèles et analyses macroéconomiques qui sont au cœur de la politique des pays capitalistes (les « Etats providence »). Car sur le plan théorique, *La Théorie générale* de Keynes, peu mathématisée et construite de façon complexe, a laissé le champ libre à différentes interprétations. Dans les années 1950-1960, on assiste à la « **guerre des deux Cambridge** » : les keynésiens du Cambridge américain du Massachusetts (Harvard, MIT) sont des partisans d'une synthèse avec les néo-classiques ; les keynésiens du Cambridge anglais sont opposés à tout compromis, perçu comme une trahison à l'œuvre de Keynes. **Les keynésiens du Cambridge américain ont cependant bénéficié d'une plus grande audience.** Parmi les principaux courants de cette synthèse avec les néoclassiques :

- modèle IS-LM d'Hicks et de Hansen (1937)
- modèle d'entrée-sortie de Léontief à l'origine des comptabilités nationales
- modèle de croissance d'Harrod et de Domar (1947)
- courbe de Phillips (1958)

Ces principaux modèles et analyses macroéconomiques sont développés en annexe.

2/ Des années 1980 à nos jours, le paradigme keynésien est renouvelé par la Nouvelle Ecole Keynésienne (NEK). On parle de « néokeynésiens »

● Dans les années 1980, les politiques budgétaires et/ou monétaires inspirées de la pensée keynésienne semblent impuissantes à renouer avec une croissance franche au lendemain des chocs pétroliers. L'inflation devient un problème central et est largement imputée aux politiques conduites pendant les Trente Glorieuses. **Le discrédit des thèses keynésiennes permet aux idées néolibérales de se réimposer, aussi bien dans le domaine universitaire que libéral.**

● Mais **dès cette époque**, alors que le bilan des nouvelles politiques d'inspiration néolibérale est en demi-teinte, apparaissent **les « néokeynésiens »**. Ces « nouveaux keynésiens » estiment que la flexibilité des prix et des salaires est très limitée et ne permet pas de comprendre et de résoudre les problèmes que connaissent alors les économies développées. Trois orientations se détachent : le courant de la théorie du déséquilibre, le courant de la nouvelle microéconomie du travail, le courant de la rigidité des prix en concurrence imparfaite (*Ces principaux modèles et analyses macroéconomiques sont développés en annexe*)

. La NEK admet l'hypothèse de la rationalité des agents économiques mais rejette l'hypothèse de l'information parfaite et du retour automatique à l'équilibre des marchés :

- les prix sont rigides en concurrence imparfaite. Les néokeynésiens reprennent la théorie monétaire de Keynes. La monnaie n'est pas neutre donc les prix n'absorbent pas immédiatement les variations de la production notamment. Cette non-flexibilité des prix n'assure pas les ajustements nécessaires en cas de déséquilibres. De plus, les marchés évoluent plus en situation de concurrence imparfaite qu'en concurrence pure et parfaite, et les entreprises ne réagissent pas rapidement face à des modifications d'offre et de demande.

- Les salaires sont rigides et le chômage involontaire : les néokeynésiens montrent que les salaires peuvent aussi être rigides à la baisse. Ainsi, les salaires peuvent ne pas correspondre aux salaires d'équilibre dans le cadre de certains contrats de travail (théorie du salaire d'efficience, théorie des contrats implicites). Toutes ces nouvelles théories démontrent que le marché du travail n'est pas équilibré et que le chômage peut être involontaire comme l'affirmait Keynes. Les nouvelles voies de recherche de la NEK porte sur les problèmes d'information des agents (enjeu d'asymétries de l'information).

B/ LA PENSEE LIBERALE APRES KEYNES

La pensée libérale est éclipsée entre 1945 et 1980 en raison de l'influence des idées post-keynésiennes sur les Etats. Cependant, elle reste très dynamique et influente surtout aux Etats-Unis, l'Etat qui a été le moins influencé par les idées keynésiennes après la Seconde Guerre Mondiale, à la différence des Etats européens. La crise des années 1980 permet aux idées néolibérales de se réaffirmer partout dans le monde et sont encore aujourd'hui dominantes malgré l'apport des néokeynésiens et des courants hétérodoxes.

1/ Des années 1945 aux années 1980, parallèlement aux différentes tentatives de synthèse, le courant libéral défend la validité des principes de l'analyse néoclassique traditionnelle et les mécanismes autorégulateurs du marché.

- L'école monétariste remet en cause l'analyse keynésienne

Le monétarisme est incarné par **Milton Friedman** (1912-2006), prix Nobel d'économie en 1976, surnommé le « pape du monétarisme » et chef de file de l'Ecole de Chicago. Il mène une guerre ouverte avec de nombreux disciples contre le keynésianisme depuis l'Université de Chicago au point d'être qualifiés par leurs adversaires des « Chicago boys ». Les monétaristes renouent avec la théorie quantitative de la monnaie. M. Friedman affirme que l'inflation est uniquement due à une trop grande quantité de monnaie en circulation par rapport à la production. L'inflation s'explique donc exclusivement par les politiques monétaires expansives de l'Etat afin d'inciter les entrepreneurs à investir afin de solutionner le chômage. C'est le fameux dilemme inflation/chômage des post-keynésiens représenté par la courbe de Phillips.

- L'école de l'offre (supply side economics) renouvelle la pensée libérale

- **L'école de l'offre** est principalement représentée par George Gilder et Arthur Laffer. Lors du premier mandat de Ronald Reagan (1981-1985), cette école a exercé une très forte influence sur la politique économique américaine et au-delà. Dès son accession au pouvoir, Reagan a fait adopter une réforme fiscale radicale de baisse des taux d'imposition (influence de Laffer) et a réalisé des coupes massives dans les programmes sociaux fédéraux de ses prédécesseurs (influence de Gilder).

- Arthur Laffer (1940-) est surtout connu pour la « courbe de Laffer » qui montre que lorsque le taux d'imposition dépasse un certain seuil, les rentrées fiscales diminuent en raison de la hausse de la fraude, de l'évasion fiscale, du travail non déclaré et surtout du découragement des investisseurs et des travailleurs. En somme, « trop d'impôt tue l'impôt ». Il faut replacer le succès d'une telle approche dans le contexte américain où dans les années 1970 se développe une fronde fiscale dans les classes les plus aisées et les Etats les plus riches comme la Californie. De par sa trivialité et son instrumentalisation politique, la courbe de Laffer a connu et connaît un immense succès. Or, le retournement de la courbe n'est pas scientifiquement repérable et la démonstration prend seulement en compte **l'effet de substitution** : un accroissement de la fiscalité entraîne une baisse des salaires effectivement perçus ce qui revient à une diminution du coût du loisir et conduit le contribuable à réduire son offre de travail. **L'effet de revenu est laissé de côté** : les ménages souhaitent maintenir leur niveau de compensation. Ils vont donc compenser la perte de revenu liée à la hausse de la fiscalité par une offre de travail plus abondante. **Toute la question est de savoir quel est l'effet qui va dominer.**

- George Gilder (1939-) a publié en 1981 *Richesse et pauvreté*. Il reprend les arguments de Malthus sur les effets pervers de l'assistance aux pauvres qui entraînerait un effet désincitatif sur l'offre de travail. L'idée est de condamner l'Etat providence moderne en diminuant les dépenses sociales afin de remettre au travail les bénéficiaires pour augmenter la production et donc la richesse nationale.

2/ A partir des années 1980, l'orthodoxie néoclassique s'impose comme les nouveaux paradigmes dominants avec la Nouvelle Ecole Classique (la NEC)

- La nouvelle économie classique (R. Barro, E. Prescott, R. Lucas, etc.) regroupés autour de l'Ecole de Chicago dans les années 1970, radicalise la théorie monétariste en reprenant les thèmes fondamentaux de l'orthodoxie classique avec notamment la neutralité de la monnaie et le retour à l'équilibre grâce aux mécanismes du marché :
 - la monnaie est toujours neutre, à court et à long terme en raison des « anticipations rationnelles » des agents (J. Muth). Proposée en 1961 par l'économiste américain John Muth (1930-2006) et développée par Thomas Sargent (1943-) ainsi que par Robert Lucas (1937-), la théorie des anticipations rationnelles stipule que **l'ensemble des agents sont incapables d'erreur systématique et qu'ils anticipent parfaitement l'état futur de l'économie**. Les agents économiques ne sont ainsi jamais victimes de l'illusion monétaire puisqu'ils sont capables de prévoir les évolutions de prix et de salaires. Toute politique monétaire est donc inefficace puisque ses conséquences sur les prix sont immédiatement prévues et « déjouées » par les agents économiques.

- Les cycles sont des cycles d'équilibre : qu'ils soient d'origine monétaire ou d'origine réelle (ex, chocs pétroliers), les cycles sont analysés comme des périodes transitoires qui sont des temps nécessaires pour revenir à l'équilibre. Ces chocs monétaires ou réels déstabilisent les anticipations rationnelles des agents économiques. Mais rapidement, les agents sont capables de se réadapter très vite à leur nouvelle situation et modifient leur comportement pour retrouver l'équilibre. **L'école des cycles réels** de Finn Kydland (1943-) et Edward Prescott (1940-) discrédite ainsi le rôle de l'Etat en démontrant que les fluctuations économiques sont les réponses optimales de l'économie à des chocs exogènes.

- Les politiques conjoncturelles économiques sont inutiles en raison de l'hypothèse des anticipations rationnelles et de la neutralité monétaire.
- La place et le rôle de l'Etat sont violemment attaquées par **l'école des choix publics** (public choice school). Deux économistes se distinguent : James Buchanan (1919-2003), Nobel en 1986 et Gordon Tullock (1922-). Tous deux partent du principe qu'il n'y a pas vraiment d'intérêt général mais seulement des intérêts privés. A partir de là, les politiques macroéconomiques (stratégies, dépenses etc...) sont vues comme le résultat de choix partisans de ceux qui tiennent les rênes du pouvoir. Parmi l'ensemble de leurs travaux, on peut retenir une théorie de la bureaucratie qui stipule que les administrations ne travaillent pas à l'efficacité du service public mais à maintenir leurs privilèges (accroître systématiquement le budget qui leur est alloué, défendre les avantages obtenus...). On peut également noter la théorie de la recherche de rentes de situation qui souligne le rôle très actif des lobbies auprès des élus.

C/ Anciennes et nouvelles hétérodoxies

1/ Les néo-marxismes : le renouveau de la théorie de l'exploitation

. Les marxistes américains Paul Baran (1909-1964) et Paul Sweezy (1910-2004) cherchent à démontrer statistiquement dans *le Capital monopoliste* une stagnation séculaire du surplus économique. Selon eux, les entreprises monopolistiques ont réduit leur production plutôt que les prix en réponse à leur surcapacité de production. Le problème principal du capitalisme moderne est **de trouver de nouveaux débouchés rentables** pour les excédents économiques créés par l'accumulation du capital opérée par les firmes géantes. Ainsi, le développement des formes modernes de commercialisation, les dépenses militaires, l'endettement des particuliers atténuent ce problème de suraccumulation mais selon Baran et Sweezy, ces solutions ne sont que des palliatifs dont l'efficacité diminue au fil du temps. Le capitalisme moderne tend vers la stagnation économique.

. Le marxiste français Paul Boccara (1932-) est à l'origine du **capitalisme monopoliste d'Etat (CME)**. Cette théorie stipule que les très grandes entreprises qui ont réussi à se concentrer en des formes monopolistiques ne parviennent pas par elles-mêmes à empêcher la baisse de leur rentabilité. L'Etat soutient ces entreprises par différents moyens : l'Etat se contente de profits faibles dans les entreprises où il est actionnaire majoritaire et de profits nuls dans les services publics ; il subventionne les entreprises privées, les exempte de certains impôts, finance une partie de leur recherche, offre des débouchés par des commandes publiques, soutien leur demande par diverses aides et allocations aux ménages. L'Etat intervient car il redoute les conséquences économiques, sociales et politiques des difficultés des grands groupes mais aussi parce qu'il existe une très forte connivence entre les dirigeants politiques et économiques issus des mêmes milieux, de mêmes écoles et dont les fonctions sont très souvent interchangeables. C'est cette imbrication que Paul Boccara appelle le capitalisme monopoliste d'Etat.

. Le marxiste grec Arghiri Emmanuel (1911-2001) dénonce **les relations commerciales asymétriques entre les pays développés et les émergents**. Il part de la théorie de la péréquation internationale du taux de profit : les capitaux sont mobiles grâce à la déréglementation financière à partir des années 1980. Ils se déplacent des pays où ils sont les moins rentables (les pays développés) vers les pays où les opportunités d'investissement sont les plus dynamiques (les pays émergents). Pour Emmanuel, cela permet de mettre en évidence une logique d'exploitation globale des pays émergents par les pays riches et développés dont profitent également les travailleurs des pays riches. Par leurs salaires plus élevés et des garanties sociales importantes, ces travailleurs des pays riches bénéficient de l'exploitation des travailleurs pauvres (produits manufacturés importés rendant possible la consommation de masse) et s'avèrent donc solidaires des bourgeoisies capitalistes nationales. La solidarité internationale du prolétariat prônée par Marx s'effondre. Cette thèse a fait scandale dans les milieux marxistes traditionnels.

2/ Le néo-institutionnalisme : des économistes devenus tous institutionnalistes ?

. L'institutionnalisme est un courant qui place au cœur de l'analyse économique le rôle des institutions au sens large et non les prix comme dans l'analyse classique. Les « institutions » recourent l'ensemble des règles et des normes qui encadrent les comportements individuels et collectifs. L'un des fondateurs de l'institutionnalisme dont l'apogée date de 1920 à 1930 est Thorstein Veblen (1857-1929).

. A partir des années 1970, le néo-institutionnalisme retrouve un second souffle. Si tous les économistes reconnaissent l'importance préalable des institutions, notamment dans la fixation des règles du jeu pour que puisse exister l'économie de marché, la Nouvelle Economie Institutionnelle reste un courant spécifique de

l'économie qui focalise sur les « règles du jeu » de l'économie. Il y a donc une très grande diversité d'approche au sein de la NEI dont les principaux courants sont :

- **La théorie de l'agence**, développée par Michael Jensen (1939-), William Meckling (1926-) et George Akerlof (1940-). Elle se fonde sur l'opposition entre un « principal » (l'employeur, le créancier, l'actionnaire) et « l'agent » (salarié, débiteur, gestionnaire). Entre eux, existe un consentement mutuel (travail contre salaire ; emprunt accordé contre remboursement avec intérêt etc.) mais aussi une opposition d'intérêt (par exemple, le salarié veut travailler le moins possible tout en gagnant davantage et inversement pour son employeur). Cette situation entraîne des risques (asymétrie de l'information, aléa moral, antisélection) qui suppose des « coûts d'agence » de la part du principal qui pèsent sur le bon fonctionnement du marché.
- **La théorie des coûts de transaction** (Ronald Coase (1910-), Oliver Williamson (1932-)). Toute transaction économique entraîne des coûts avant sa réalisation. Pour les minimiser, les agents recherchent des arrangements institutionnels alternatifs (ex : faut-il faire fabriquer le produit directement par la firme ou faire appel à des sous-traitants voire une autre entreprise en partenariat ? ...). En somme, les agents réfléchissent entre l'alternative firme ou marché avec une hiérarchisation de situations entre les deux.
- **La théorie des jeux** étudie le comportement des agents économiques, les « joueurs », en fonction de l'information dont ils disposent.

3/ Les écoles françaises des conventions et de la régulation

. **L'école des conventions** se développe depuis les années 1980 à partir des travaux notamment de Jean-Pierre Dupuy (1941-) ou encore André Orléan (1950-). Elle part des principes suivants : individualisme méthodologique, rationalité limitée des agents, incertitude. L'école des conventions étudie comme les individus, en dehors des institutions légales, se comportent. C'est une approche pluridisciplinaire qui laisse une place importante à la psychologie et à la sociologie. Ainsi, **une convention est une solution à un problème de coordination qui tend à se reproduire avec régularité**. C'est une règle de comportement qui a sa source dans les interactions sociales mais se présente aux acteurs sous une forme objectivée. Ex : si une conversation téléphonique s'interrompt brutalement, la convention habituelle veut que l'interlocuteur à l'origine de l'appel prenne l'initiative de recontacter son interlocuteur. La vie économique et sociale est tissée de ces conventions, sortes de normes implicites. Leur étude systématique joue un rôle important dans les sciences des organisations et de la gestion des entreprises.

. **L'école de la régulation** se développe depuis les années 1970 autour d'économistes comme Robert Boyer (1943-) ou encore Michel Aglietta (1938-). Cette école vise à expliquer la transformation du capitalisme né à partir de la révolution industrielle (capitalisme industriel). La croissance est instable. Pour lui permettre de perdurer dans le temps, les sociétés ont développé à chaque époque des institutions (une organisation particulière de la monnaie, de l'Etat, de la concurrence, du rapport salarial, de l'ouverture à l'international) qui permettent de réguler l'accroissement du capital (les « régularités »). Mais, les évolutions qui surviennent sous l'effet de l'accumulation du capital rendent progressivement obsolètes les « régularités ». Le capitalisme entre alors en crise (ex : crise de 1929 et la grande dépression des années 1930) jusqu'à l'émergence d'un nouveau type d'accumulation du capital et de nouvelles régularités adéquates.

ANNEXES

→ **Le modèle IS-LM de Hicks et Hansen** : sa première version date de 1937 et représente un essai de formalisation de certains points de *la Théorie générale*. John Hicks (1904-1989) prix Nobel d'économie en 1972 était un membre du cercle (« Circus ») qui entourait Keynes à Cambridge. Alvin Hansen (1887-1975), professeur à Harvard a quant à lui popularisé les idées de Keynes aux Etats-Unis.

- **Le principal apport du modèle IS-LM réside dans la détermination simultanée, en économie fermée, du revenu national et du taux d'intérêt à partir d'une interaction entre les marchés des biens et des services (IS) et le marché de la monnaie (LM)**². Mais l'équilibre obtenu ne correspond pratiquement jamais avec l'équilibre de plein emploi sur le marché du travail. Il faut alors envisager des politiques budgétaire et/ou monétaires pour l'atteindre.

- Ce modèle IS-LM a été l'outil privilégié des politiques macro-économiques de plein emploi durant les Trente Glorieuses (1945-1975). Il offre une représentation très commode de la théorie keynésienne dans son application économique et malgré ses fragilités, ce modèle reste encore une référence incontournable dans l'apprentissage de la macroéconomie (*voir le cours de 2^{ème} année d'ESH*).

→ **La courbe de Philipps** : dans la *Théorie générale*, Keynes n'indique pas comment se forme le salaire nominal. En 1958, Alban William Phillips (1914-1975) établit une relation statistique entre le taux de chômage et le taux de variation du salaire nominal en Grande Bretagne de 1861 à 1957. Il apparaît que cette relation est décroissante qui peut s'expliquer par le fait que lorsque le chômage diminue, les travailleurs peuvent faire pression sur les employeurs pour obtenir un salaire nominal plus élevé. Dès 1960, la relation de Phillips est interprétée par Robert Solow et Paul Samuelson comme reflétant la relation entre le salaire nominal et le niveau des prix, en partant de l'hypothèse que le taux d'inflation est égal à la différence entre le taux de croissance du salaire nominal et le taux de croissance de la productivité (taux d'inflation = tdc du salaire nominal – tdc de la productivité). La conséquence en matière de politique économique consiste à arbitrer entre une baisse du chômage et une hausse de l'inflation (politiques de « stop and go » des années 1960). On a bien une synthèse entre la vision classique de l'emploi qui dépend des prix (variation de l'inflation) et la vision keynésienne où l'ajustement se fait par les quantités (variation du chômage). Cette relation de Phillips sera contestée par la théorie du chômage naturel de la part des néolibéraux.

→ **Le modèle d'entrées-sorties (input-output)** : ce modèle a été conçu par l'économiste russe émigré aux Etats-Unis Wassily Leontief (1905-1999) prix Nobel d'économie en 1973. Il permet de rendre compte du fonctionnement macroéconomique d'une économie nationale décomposée en plusieurs branches reliées les unes aux autres par des échanges mutuels de produits. Selon les interprétations de l'origine de la valeur ajoutée qu'il dégage finalement, ce modèle matriciel donne lieu à des interprétations très différentes : néo-classique pour Léontief lui-même, marxiste avec Oscar Lange et keynésienne (*voir le cours de comptabilité nationale*).

→ **La question de la croissance équilibrée de plein emploi**. Keynes n'aborde pas les questions liées à l'évolution de l'économie sur le long terme. Les néo-keynésiens ont alors cherché à appliquer les concepts de Keynes à la théorie de la croissance.

- **Le modèle Harrod-Domar** a été conçu par Roy Forbes Harrod (1900-1978) et Evsey Domar (1914-1997). En résumé, ces économistes visent à démontrer que la croissance est sur le « fil du rasoir ». Les conditions pour que la croissance soit parfaitement équilibrée, cad au plein emploi des ressources, notamment du facteur travail, sont tellement restrictives qu'elles n'ont presque aucune chance de se réaliser dans la réalité. La croissance risque en permanence de basculer dans la sous-production ou la surproduction et dans le sous-emploi ou le sur-emploi (beaucoup plus rarement). Une fois la croissance sortie du « sentier de croissance », elle ne peut revenir spontanément EQUILIBREE, cad en recourant aux mécanismes autorégulateurs du marché. Il faut forcément faire intervenir l'Etat avec des politiques budgétaires et/ou monétaires (*voir cours 1^{ère} année ESH, crises et fluctuations*).
- **Le modèle de Kaldor**. Les travaux de Nicolas Kaldor (1908-1986) et de Joan Robinson (1903-1983), publiés au milieu des années 1950 solutionnent le problème du « fil du rasoir » du modèle Harrod-Domar par la **répartition des revenus** car elle permet d'assurer une croissance équilibrée en ajustant l'épargne à l'investissement (chez Kaldor) (*voir le cours 1^{ère} année ESH, crises et fluctuations*).

→ **L'école du déséquilibre (Edmond Malinvaud (1923- 2015), Axel Leijonhufvud (1933-), Jacques Drèze (1929-))**. Pour ces auteurs, lorsqu'un déséquilibre se produit sur les marchés, les prix ne peuvent s'ajuster spontanément

² IS symbolise l'égalité de l'investissement (I) et de l'épargne (S), condition de l'équilibre sur le marché des biens ; LM correspond à l'équilibre sur le marché de la monnaie, par égalité de l'offre de monnaie (M) et de la demande de monnaie (L)

notamment parce que le changement de prix a un coût, souvent appelé « **le coût de menu** » (il faut renouveler les catalogues, les tarifs, l’affichage des prix en magasins, les contrats avec les acheteurs etc.). Ces opérations sont coûteuses et demandent du temps. Par conséquent, l’équilibre ne peut pas se faire par les prix. Il se fait par les quantités. En partant de telles **rigidités**, E. Malinvaud étudie le marché du travail et met en avant deux types de chômage : le chômage keynésien dû à une insuffisance de la demande globale et le chômage classique lié à une insuffisance de l’offre globale. Ces deux types de chômage peuvent se succéder rapidement ou même coexister au même moment dans des branches différentes au sein d’une même économie nationale. D’où la difficulté à résorber le chômage, chaque type appelant des solutions particulières et qui sont partiellement contradictoires.

→ **La nouvelle microéconomie du travail** joue un rôle important dans l’analyse du fonctionnement du marché du travail et dans l’explication du chômage. L’une des grandes problématiques de ce courant est de comprendre pourquoi les salaires sont-ils relativement rigides, notamment à la baisse ? C’est a priori contradictoire avec la théorie traditionnelle du marché du travail. A cette question, les néokeynésiens répondent que la rigidité du salaire peut être rationnelle, tant pour les employeurs que pour les salariés :

- Première explication, celle du **salaire d’efficience** avancée en 1984 par Joseph Stiglitz (1943-), prix Nobel d’économie en 2001 et Carl Shapiro (1955-). Le salaire d’efficience peut être supérieur à celui qui résulterait de l’égalité de l’offre et de la demande de travail dans un marché de travail en concurrence pure et parfaite. En effet, l’employeur ne peut connaître parfaitement l’investissement réel du salarié dans son travail. Un salaire plus élevé que le salaire d’équilibre est censé inciter le travailleur à augmenter sa productivité. L’employé fournit l’investissement espéré pour ne pas être licencié car il a conscience de ne pas forcément obtenir un même salaire dans une autre entreprise. Et comme tous les employeurs et les employés ont un raisonnement semblable, le niveau de l’ensemble des salaires s’élève au-dessus du salaire d’équilibre. C’est donc **l’asymétrie de l’information** entre employeur et employé qui est à l’origine de ce phénomène.

- Une deuxième explication vient de la **théorie du contrat implicite**. Elle part du constat que le salaire moyen fluctue moins que l’emploi. Tout se passe comme si l’employeur garantissait à son salarié un salaire fixe et ajustait l’emploi au niveau de ses commandes en licenciant ou en embauchant.

- Une troisième explication se trouve en **la théorie des insiders/outsiders** : embaucher et licencier un employé a un coût pour l’employeur. Ce dernier préférera stabiliser son personnel en lui offrant des salaires plus élevés. Les insiders restent en place aux dépens des outsiders qui voudraient entrer dans l’entreprise.

→ **Le courant de la concurrence imparfaite** s’efforce de comprendre **pourquoi le prix des biens sur les marchés sont-ils rigides, surtout à la baisse ?** L’explication de cette « viscosité des prix » est de nature microéconomique. Elle se trouve dans l’imperfection des marchés :

- premier type d’explication : coûts de transaction ou coûts de catalogue ou coûts de menus

- second type d’explication, faite par l’économiste américain Arthur Okun (1928-1980). Il distingue deux sortes de prix : les prix d’enchères et les prix de clientèle. Sur un marché d’enchères les prix s’ajustent instantanément en fonction des fluctuations de l’offre et de la demande. En revanche, les marchés de clientèle, les prix varient peu à court terme en raison d’un contrat tacite entre les vendeurs et la clientèle à l’avantage des deux parties : les vendeurs fidélisent leur clientèle en lui garantissant un prix qu’elle juge correct, ce qui permet à cette même clientèle d’économiser d’éventuels coûts de prospection à la recherche d’un prix plus bas qui varierait sans cesse.

- troisième type d’explication : l’existence d’oligopoles (quelques vendeurs face à une multitude d’acheteurs). Une entreprise oligopolistique n’a pas intérêt à augmenter ses prix sous peine de voir partir ses clients à la concurrence ; elle n’a pas intérêt non plus à la baisser car elle pourrait déclencher une guerre des prix préjudiciables à l’ensemble des entreprises du secteur. Le prix d’équilibre une fois fixé a tendance à rester stable sur le court terme.